



Le peuple soutient une politique d'asile constructive

economiesuisse se félicite de l'acceptation franche, par le peuple, de la révision de la loi sur l'asile. C'est la deuxième fois qu'il dit oui à un système d'asile strict, mais juste. La Suisse est donc parée pour faire face à la situation actuelle concernant les réfugiés.

Des procédures plus rapides feront baisser la pression migratoire, tandis que la protection juridique favorisera une meilleure acceptation des décisions et fera diminuer le nombre de recours. Dans le même temps, la Confédération et les cantons réduiront leurs coûts et les réfugiés reconnus comme tels pourront être intégrés plus rapidement sur le marché du travail et dans la société. C'est en phase avec la tradition humanitaire de la Suisse et les besoins actuels de la population.

Le revenu de base utopique est balayé

La majorité des électeurs n'ont pas été séduits par l'idée d'un revenu de base inconditionnel versé à chaque adulte et à chaque enfant. economiesuisse salue le refus net d'un projet qualifié d'utopique par les initiants eux-mêmes. Tel que proposé, le revenu de base ne pouvait pas être financé sans infliger des dommages à la place économique. De plus, au lieu d'encourager l'exercice d'une activité lucrative, il aurait créé des incitations inverses sur le marché du travail.

Service public : rester sur la bonne voie

economiesuisse se réjouit du rejet franc d'une initiative « En faveur du service public » passéiste. La Suisse bénéficie aujourd'hui d'une desserte de base de

qualité dans les télécommunications, les services postaux et le rail. C'est surtout le fruit de libéralisations réussies ces vingt dernières années. Au vu de la rapidité des évolutions technologiques, il importe que la Suisse reste sur cette voie couronnée de succès.

Plébiscite en faveur du fonds pour les routes nationales

L'initiative « pour un financement équitable des transports » (dite « vache à lait ») a été refusée nettement. Elle n'aurait pas offert de solution pour accélérer le développement de l'infrastructure routière, mais aurait seulement transféré des ressources de la caisse générale de la Confédération vers celle de la route. Son rejet ouvre la voie à la création d'un fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération équilibré, tel que discuté au Parlement. La balle est maintenant dans le camp des milieux politiques qui doivent trouver un compromis. Le développement de l'infrastructure routière ne saurait être reporté : les embouteillages occasionnent déjà 2 milliards de francs de pertes économiques par an.

economiesuisse est très satisfaite de l'issue de ces votations où les électeurs ont voté quatre fois en faveur d'une place économique suisse forte.